

collaboration en matière de politiques. Plus précisément, le processus de consultation avec le FMI a été renforcé, et la portée des discussions, élargie. Ces changements visent à améliorer notre capacité à cerner les risques éventuels, et à mieux réagir en conséquence.

Des politiques structurelles appropriées contribuent à l'efficacité de bonnes politiques macroéconomiques. Celles qui accentuent la souplesse et le dynamisme de l'offre ont pour effet de limiter la durée des déséquilibres macroéconomiques et d'accélérer l'adaptation aux ajustements apportés aux politiques macroéconomiques. En outre, de telles politiques renforcent, sur le plus long terme, le potentiel de croissance et de création d'emplois sûrs et bien rémunérés.

La poursuite de saines politiques monétaires et financières nationales est la voie la plus efficace vers une stabilité accrue des marchés des changes. Les efforts soutenus pour créer un climat non inflationniste et atténuer les écarts d'inflation auront pour effet de réduire un facteur important de la variabilité des taux de change. Par ailleurs, la réalisation d'importants progrès dans la réduction des déficits financiers et l'accroissement de l'épargne intérieure favoriseront la stabilité des marchés des changes. En agissant rapidement pour éviter d'importants déséquilibres externes, on contribuerait à réduire la possibilité d'avoir à apporter des ajustements importants et éventuellement déstabilisateurs aux taux de change.

En outre, il pourrait être utile et efficace d'assurer une collaboration suivie sur les marchés des changes afin de modérer le mouvement des taux non attribuable à des changements en profondeur dans les conditions ou les politiques économiques. Lorsqu'il y a désalignement des taux de change, il pourrait être approprié de suivre de près l'évolution des marchés et de réagir de façon coordonnée. En l'occurrence, il faut noter que, dans leur Déclaration du 25 avril, les ministres des Finances et les gouverneurs des banques centrales du G-7 sont convenus que les récentes fluctuations des taux de change sont allées au-delà des niveaux justifiés par les conditions économiques sous-jacentes dans les grands pays. Ils sont également convenus que le renversement ordonné de ces mouvements est souhaitable, offrirait une base plus solide pour une expansion continue du commerce et de l'investissement internationaux et contribuerait à leurs objectifs communs en matière de croissance non inflationniste soutenue. Ils ont aussi décidé de renforcer leurs efforts de réduction des déséquilibres internes et externes, et de continuer à coopérer étroitement dans le dossier des marchés des changes.

Les mesures administratives, par exemple l'imposition ou le contrôle sélectifs des opérations en capital, sont un moyen peu efficace et très coûteux d'atténuer l'instabilité des marchés. Il serait peu pratique d'appliquer de tels contrôles entre régions géographiques et entre instruments financiers, car cela ne ferait que déplacer l'activité ou l'instrument utilisé. En outre, ce genre de contrôle aurait tendance à faire obstacle aux courants d'investissements et de capitaux qui contribuent à la croissance et renforcent la stabilité.